
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi no 39

Bill No. 39

Loi modifiant la Loi sur les produits
agricoles et les aliments

An Act to amend the Agricultural
Products and Food Act

Première lecture

First reading

M. TOUPIN

Projet de loi no 39

Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Les articles suivants sont ajoutés après l'article 4 de la Loi sur les produits agricoles et les aliments (1974, chapitre 35):

« **4a.** L'exploitant d'un abattoir ou d'une conserverie, le fabricant, le préparateur, le conditionneur ou l'entreposeur d'aliments, doit éliminer sur-le-champ tout produit altéré, impropre à la consommation, ou autrement non conforme à la présente loi ou aux règlements.

Ces personnes doivent, de la même façon, éliminer tout matériel défectueux, malpropre ou insalubre, ou dont les règlements peuvent prohiber l'utilisation.

« **4b.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver l'estampille qui peut être apposée sur un produit, son étiquette ou son emballage, prescrire les conditions d'utilisation de cette estampille, en prohiber la fabrication, la reproduction, la détention ou l'usage, sauf dans les cas qu'il détermine. »

2. L'article 7 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Aucun permis ne peut être délivré à moins que, de l'avis du ministre, l'opération

Bill No. 39

An Act to amend the Agricultural Products and Food Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The following sections are added after section 4 of the Agricultural Products and Food Act (1974, chapter 35):

“ **4a.** Every person operating a slaughter house or packing-house, or engaged in the manufacture, preparation, conditioning or storing of food must immediately discard every product that is tainted or unfit for consumption or otherwise in nonconformity to this act or the regulations.

Every such person must in the same manner discard all equipment which is defective, soiled or unsanitary, or the use of which is prohibited by regulation.

“ **4b.** The Lieutenant-Governor in Council may approve the stamp that may be affixed to a product, or to its label or package, prescribe the conditions of use of such stamp, and prohibit the making, copying, keeping or use thereof except in the cases he determines. »

2. Section 7 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

“No permit shall be issued unless, in the opinion of the Minister, the intended opera-

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet oblige les personnes qui y sont mentionnées à éliminer sur-le-champ tout produit altéré, impropre à la consommation ou autrement non conforme à la loi ou aux règlements; ces personnes doivent également éliminer tout matériel défectueux, malpropre, insalubre ou dont les règlements prohibent l'utilisation.

Cet article accorde également au gouvernement le pouvoir d'approuver l'estampille qui peut être apposée sur un produit, de prescrire les conditions d'utilisation de l'estampille et de prohiber, sauf dans les cas qu'il détermine, la fabrication, la reproduction, la détention ou l'usage de l'estampille.

L'article 2 accorde au ministre le pouvoir de refuser la délivrance d'un permis s'il est d'avis que l'opération pour laquelle le permis est demandé n'est pas désirable dans l'intérêt public.

L'article 3 prévoit que les permis seront valides pour douze mois; la loi actuelle stipule qu'ils expirent le 31 décembre de chaque année.

L'article 4 prévoit les conditions que doivent remplir les personnes qui sont tenues de s'enregistrer auprès du ministre, les documents qu'elles doivent fournir, les registres et les comptes qu'elles doivent tenir, les rapports qu'elles doivent fournir.

L'article 5 est de concordance.

L'article 6 augmente les pénalités dans les cas de violation de l'article 4a de la loi et des dispositions réglementaires relatives à la viande impropre à la consommation humaine.

L'article 7 est de concordance.

EXPLANATORY NOTES

Under section 1 of this bill, the persons mentioned there are obliged to immediately discard every product that is tainted, unfit for consumption or otherwise in nonconformity with this act or the regulations; those persons must also discard all equipment that is defective, soiled or unsanitary or the use of which is prohibited by regulation.

This section also grants the Government the power to approve the official stamp that may be affixed to a product, to prescribe the conditions of use of the stamp and to forbid the making, copying, keeping or use thereof except in the cases it determines.

Section 2 gives the Minister the power to refuse to issue a permit if, in his opinion, the operations for which the permit is applied for are not in the public interest.

Section 3 provides that permits will be valid for twelve months; under the existing act, they expire on 31 December each year.

Section 4 provides for the conditions to be fulfilled by persons bound to register with the Minister, the documents they must furnish, the registers and accounts they must keep and the returns they must furnish.

Section 5 is for concordance.

Section 6 increases the penalties for contraventions to section 4a of the act and to those provisions of the regulations that regard meat unfit for human consumption.

Section 7 is for concordance.

projetée par la personne qui sollicite le permis ne soit désirable dans l'intérêt public. »

3. L'article 8 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des chiffres et mots « le 31 décembre suivant » par les mots « douze mois après ».

4. L'article 36 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe *e*, du mot « permis, » par ce qui suit: « permis ou de s'enregistrer auprès du ministre, ».

5. L'article 38 de ladite loi est modifié par le remplacement de la première ligne par ce qui suit:

« **38.** Sauf les cas où une autre peine est prévue, quiconque enfreint la présente loi ».

6. Les articles suivants sont ajoutés après l'article 39 de ladite loi:

« **39a.** Quiconque enfreint l'article 4a ou les dispositions des règlements relatives aux viandes impropres à la consommation humaine est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais,

a) pour une première infraction, d'une amende d'au moins \$1,000 et d'au plus \$5,000, et à défaut de paiement de l'amende et des frais;

b) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins \$3,000 et d'au plus \$10,000.

L'article 43 ne s'applique pas à ces infractions mais la deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires s'y applique.

« **39b.** L'article 39a s'applique *mutatis mutandis* à une corporation, sauf que les amendes doivent être d'au moins \$5,000 et d'au plus \$10,000 pour une première infraction, et pour toute récidive dans les deux ans, d'au moins \$10,000 et d'au plus \$20,000.

Le tribunal peut ordonner que, si l'amende et les frais ne sont pas payés par la

tions of the person applying for the permit are in the public interest."

3. Section 8 of the said act is amended by replacing the figures and words "on 31 December following" in the first and second lines by the words "twelve months after".

4. Section 36 of the said act is amended by replacing the word "permit" in the fourth line of paragraph *e* by the following: "permit or to register with the Minister".

5. Section 38 of the said act is amended by replacing the word "Every" in the first line by the following:

" **38.** Except in the cases where another penalty is provided for, every".

6. The following sections are added after section 39 of the said act:

" **39a.** Every person who contravenes section 4a or those provisions of the regulations which regard meat unfit for human consumption is liable upon summary proceeding, in addition to the costs,

(a) for a first offence, to a fine of not less than \$1,000 nor more than \$5,000 and failing the payment of the fine and costs;

(b) for each subsequent offence within two years, to a fine of not less than \$3,000 nor more than \$10,000.

Section 43 does not apply to such offences, but Part II of the Summary Conviction Act does apply.

" **39b.** Section 39a applies *mutatis mutandis* to a corporation, except that the fines shall be not less than \$5,000 nor more than \$10,000 for a first offence and, for each subsequent offence within two years, not less than \$10,000 nor more than \$20,000.

The Court may order that if the costs are not paid by the corporation, they shall

corporation, ils le soient par tels administrateurs, officiers, employés ou agents de la corporation qu'il désigne, et dans la proportion qu'il indique.

« **39c.** Lorsqu'une corporation commet une infraction à l'article 4a ou aux dispositions des règlements relatives aux viandes impropres à la consommation humaine, tout officier, administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible des peines prévues à l'article 39a, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable. »

7. L'article 40 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne, des chiffres et mot « 38 et 39 » par les chiffres et mot « 38, 39 et 39a ».

8. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée pour l'entrée en vigueur de la Loi sur les produits agricoles et les aliments (1974, chapitre 35).

be paid by such directors, officers, employees or agents of the corporation as the Court may designate, and to such extent as it may determine.

“ **39c.** Where a corporation is guilty of an offence against section 4a or against those provisions of the regulations which regard meat unfit for human consumption, every officer, director, employee or agent of that corporation who has prescribed or authorized the committing of the offence, or has consented thereto or acquiesced or participated therein, is deemed a party to the offence and is liable to the penalties provided for in section 39a, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.”

7. Section 40 of the said act is amended by replacing the figures and word “38 and 39” in the fifth line by the figures and word “38, 39 and 39a”.

8. This act shall come into force on the date fixed for the coming into force of the Agricultural Products and Food Act (1974, chapter 35).

